

Interpellation

Difficultés d'ALPIQ : quelles conséquences pour la Ville de Lausanne et ses Services industriels ?

La société ALPIQ est active dans la production, le transport et la commercialisation d'énergie. Fondée en 2009, elle est issue du rapprochement entre Atel et EOS; le groupe français EDF détient quant à lui 25% du capital. La Ville de Lausanne est indirectement actionnaire, puisqu'elle possède, quant à elle, 20.06% du capital d'EOS, actionnaire à hauteur de 31.38% actuellement. La situation d'ALPIQ a déjà occupé souvent le Conseil communal, notamment le 8 novembre 2011, lorsque ce même Conseil a accepté une résolution demandant une information de la Municipalité, à laquelle celle-ci a répondu le 3 septembre 2012.

ALPIQ connaît actuellement d'importantes difficultés. Si les chiffres définitifs pour 2012 ne sont pas encore connus, l'année 2011 a vu le chiffre d'affaire stagner et le résultat diminuer fortement, avec un bénéfice consolidé de 258 millions de francs, qui n'a pas empêché l'exercice de se clore sur une perte de 1.3 milliard de francs en raison de corrections de valeur et amortissements extraordinaires. En comparaison, l'exercice 2010 s'était conclu sur un bénéfice de 645 millions. Pour 2012, ALPIQ prévoit de nouvelles corrections de valeur importantes et donc un résultat net encore une fois négatif

Déterminer les causes de cette diminution importante ne nous appartient pas. Des investissements mal ciblés, notamment à l'étranger, semblent avoir participé au phénomène. Avant même le bouclage de l'exercice 2011, ALPIQ avait annoncé un plan de restructuration et d'augmentation de la productivité. En complément de ces projets, des discussions sont actuellement en cours, à en croire les médias spécialisés, en vue d'une augmentation du capital. Cette solution n'aurait apparemment pas la faveur des actionnaires principaux.

1. Quel est l'impact de la situation d'ALPIQ sur celle d'EOS et donc de la Ville comme actionnaire de cette dernière ?
2. Les 40 postes dont la suppression avait été annoncée à Lausanne ont-ils été supprimés et de nouveaux plans de suppression existent-ils ?
3. EOS comme actionnaire direct et la Ville comme actionnaire indirect ont-ils une position sur une éventuelle recapitalisation et comptent-ils s'y associer ?

Nous remercions par avance la Municipalité pour ses réponses.

5.2.2013

Benoît Gaillard
Groupe socialiste

